Avec la
Cgt 04

L'action,
C'est maintenant !

Le bulletin de l'UD 04

Union Départementale
Des syndicats CGT
des Alpes de Haute Provence

« Ensèn »

Sommaire

2 Suite de l'édito + initiative du 2 décembre à Digne

3 De très bons résultats de la CGT à Sanofi Sisteron / Mourenx—Interview de Sylvain Moretti

4 Action du 4 novembre dans l'hydraulique—Interview de Sylvain Miralles

5 Victimes de l'amiante—Interview de René Villard + L'accord sur les retraites

6 Initiative Transports UD CGT 04 / UD CGT 05—Interview de Philippe Antoine + Ça bouge dans l'entreprise Martin

7 Journée d''étude sur la qualité de vie syndicale du 21 janvier 2016

8 Partenariat

Numéro
Décembre 2015

EDITO

Pour une région de progrès, de développement économique et social, Faire échec au FN et aux partisans des politiques d'austérité. Les électeurs français sont appelés à choisir leurs conseillers régionaux les 6 et 13 décembre prochain.

Ces échéances ont des répercussions économiques et sociales importantes pour les salarié(e)s, les retraité(e)s, les demandeurs d'emplois et leurs familles. A ce titre la CGT ne saurait rester neutre surtout au regard des attaques portées contre le monde du travail. Ces élections ont lieu dans un contexte de crise sociale et politique, avec des salarié(e)s qui sont les premières victimes des politiques d'austérité découlant des activités financières et spéculatives. Elles se situent à un moment particulier de notre histoire, marqué récemment par de terribles attentats qui se sont traduits par un besoin d'unité et de solidarité nationale, handicapé par une crise de représentation au sein de la société.

Le bilan gouvernemental, aux antipodes des intérêts des salarié(e)s, va influencer fortement ce scrutin.

Le front national se pare de l'habit du parti anti système et entend jouer un rôle important dans notre région, alors qu'il ne compte remettre en cause ni les choix économiques, ni les modes d'exploitation, encore moins les choix politiques majeurs qui ont déjà engendré tant de souffrance pour les travailleurs de la région Provence Alpes Côte d'Azur.

La participation à ce vote est donc très importante dans ce contexte très défavorable pour le salariat.

La CGT PACA tient à donner son point de vue au regard des différents programmes proposés par les candidats que nous vous invitons à consulter, et qui vont conditionner dans leur application la vie de milliers de travailleurs, provençaux, alpins et azuréens, dans et en dehors de leur travail.

Les choix proposés par les différents candidats vont peser sur les orientations du futur Conseil régional et sur le quotidien de chacun.

Les Régions ont dorénavant un poids non négligeable sur des questions très structurantes pour l'avenir du territoire et de ses habitants comme le développement économique, les aides aux processus de production, la gestion des fonds européens, des transports inter urbains routiers, ferroviaires, la gestion des lycées, l'apprentissage et la formation professionnelle. Les Régions ont aussi une influence importante sur les moyens accordés aux ports, aux aéroports, à l'habitat, à la culture, aux centres de recherche et de développement, aux universités, pour la création, l'entretien d'infrastructures et d'équipements essentiels.

Le choix gouvernemental de baisse des dotations de l'Etat a réduit les moyens financiers de la collectivité territoriale régionale ces dernières années, avec des conséquences dans tous ces différents domaines d'intervention.

Le mouvement de décentralisation effectif depuis plus de 30 ans qui dans un premier temps a démontré toute sa pertinence et son efficacité particulièrement au sein de notre région, semble marquer le pas.

Les lois « Nouvelles Organisation Territoriale de la République (NOTRe) » et « Modernisation de l'Action Publique et Affirmation des Métropoles (MAPAM) » modifient le nombre et la taille des régions et concrétisent la création des métropoles avec une remise en cause des compétences et du financement des autres collectivités (communes, conseils départementaux). Sans une réaction à la hauteur, cela va se traduire par une mise en concurrence, des territoires, des activités humaines et un affaiblissement significatif, des solidarités territoriales, des notions de démocratie et des principes de proximité et d'égalité.

Suite de l'Edito :

La CGT a multiplié les propositions et initiatives.

Lors des derniers mandats du Conseil Régional, la CGT a multiplié les propositions et initiatives, pour la mise en place de fonds régionaux pour l'emploi, une amélioration significative du dialogue social territorial, une intervention publique au service de la formation, de l'emploi, de l'activité économique, un développement humain durable renforcé par des services publics de qualité, à partir d'un aménagement équilibré et solidaire du territoire. Dans notre région, par notre action auprès de l'exécutif régional, nous avons pu faire avancer certains dossiers concernant notamment le développement de l'offre de transport et de nouveaux projets industriels. Par exemple nous avons obtenu, le financement d'une étude de la région sur la revalorisation des navires en fin de vie ainsi que sur de nombreux autres projets. Même si c'est insuffisant, cela conforte le bien fondé de nos interventions et de nos orientations, qui ont pour objectif, de développer l'économie productive en PACA et de donner des moyens pour moderniser les services public de notre région, en un mot pour initier une autre répartition des richesses permettant de favoriser réellement l'emploi.

Dans le même temps, le dernier contrat de plan Etat Région qui prévoit des investissements jusqu'en 2020 sur l'ensemble du territoire régional, a vu un exécutif régional prêt à investir dans l'intérêt du territoire, en contradiction avec un Etat frileux. Cette contradiction fait courir des risques pour le développement économique et les emplois de demain.

Une politique pour une minorité au détriment de la majorité.

En PACA, comme dans tout le pays, nous sommes face à une politique qui facilite la concentration des richesses au profit d'une minorité, et cela, au détriment du monde du travail, de l'immense majorité de la population; étudiants, apprentis, salariés, fonctionnaires, retraités et privés d'emploi.

Les mesures fiscales exceptionnelles, les exonérations nombreuses et coûteuses en direction du patronat sans exigence de contrepartie, n'ont eu aucun effet sur le niveau de vie de la population, ni sur l'emploi.

Pour la CGT, il faut s'attaquer au coût du capital.

Pour la CGT, s'attaquer aux dépenses publiques, ne peut qu'aggraver la crise avec des impacts néfastes sur l'emploi. Ce qu'il faut à la région, c'est une véritable lutte contre le coût du capital, une réforme de la fiscalité, la suppression du bouclier et des niches fiscales, la remise à plat de toutes les exonérations au profit des employeurs et de remettre enfin les richesses créées par le travail au service de l'emploi, du travail et de sa reconnaissance, de la protection sociale et des services publics.

La crise que subissent les salarié(e)s et leurs familles, la population dans sa diversité et dont, ils ne sont en rien responsables, nécessite des choix politiques, économiques, sociaux et environnementaux radicalement différents de ceux mis en œuvre au cours des dernières décennies.

La CGT invite les salarié(e)s de PACA à se rendre massivement dans les bureaux de vote.

Faisons rempart aux idées d'extrême droite, et autres promoteurs des politiques d'austérité. Faisons, en conscience, un choix favorable aux intérêts des salariés, permettant de répondre véritablement à leurs besoins économiques et sociaux.

TOUS ENSEMBLE LE 2 DECEMBRE

RASSEMBLEMENT DE SOUTIEN AUX CAMARADES D'AIR France

Distribution sur le marché de Digne à partir de 10 H 00

+

Rassemblement à 11 H 30 devant le conseil de prud'hommes
et lecture de la motion de soutien aux camarades d'air France

LA VIOLENCE SOCIALE ÇA DECHIRE NOS VIES !

STOP !

DEFENDONS NOS EMPLOIS ET NOS DROITS !

De très bons résultats de la CGT sur le site de Sanofi Sisteron / Mourenx

⇨ Interview de Sylvain Moretti

« La CGT, seulement un syndicat de postés !!! », il n'y a bien que la direction qui pouvait croire à son propre discours. Le résultat des élections professionnelles CE DP de Sisteron/Mourenx est sans appel.

Aujourd'hui, plus de 40% des salariés de Sisteron font confiance aux élus CGT (pourtant présents dans seulement 2 collèges sur 3).

C'est une grande responsabilité que nous ont confiée les salariés, les élus CGT auront le devoir de les satisfaire durant les deux prochaines années. Nous ne comptons pas sur la direction pour nous faciliter la tâche, alors que notre objectif, ils l'ont très bien compris, est de pérenniser l'avenir du site, tout en veillant aux respects des droits et des devoirs des salariés, seuls contributeurs de la richesse du groupe.

Pour pérenniser le site nous devrons imposer à la direction de :

* Stopper l'abus de l'utilisation d'une main d'œuvre précaire. Le site a besoin d'effectifs CDI stables afin de conserver et bonifier son savoir-faire, dans les labos comme en production.

* Organiser les services et le travail sur le long terme. Pas pour augmenter la rentabilité et les profits du groupe, mais pour augmenter nos capacités d'accueil de nouvelles molécules. Trop souvent notre activité est arrêtée par manque de moyens humains et/ ou matériels, dû à un manque de formation, défaillances techniques, économies nuisibles à la productivité…

	2015	
	Nombre	**%**
Inscrits	683	
Votants	540	79,00%
Nuls	16	3,00%
Exprimés	524	97,00%
CFDT	124	23,66%
CGT	220	41,98%
FO	124	23,66%
CGC	56	13,21%

Le site de Sisteron va fêter ses 100 ans, la CGT veut donner les moyens à ce site de pouvoir fêter ses 200 ans. Notre activité est une activité de chimie fine et de haute technologie, voilà donc le terrain sur lequel nous devons nous battre. Car si le seul angle d'attaque de la direction pour préserver notre avenir est la réduction des coûts salariaux, nous avons déjà perdu. Nos activités de procédés & développements et de production demandent des investissements continus, de là seulement viendra notre salut.

En votant CGT, les salariés ont exprimé à la direction du site, mais aussi du groupe qu'ils aiment bien plus SANOFI que ceux qui le dilapident. Et je crois qu'Ensemble tout est possible !

Actions dans l'Hydraulique du 4 novembre 2015
Contre l'ouverture à la concurrence des ouvrages hydroélectriques
- Interview de Sylvain Miralles

Le 4 novembre, les agents de l'usine EDF d'Oraison ont répondu, à près de 90% de l'effectif, à l'appel national intersyndical à la grève pour faire barrage à la privatisation des concessions hydrauliques. En signe de protestation ils ont, de 9h30 à 11h30, procédé à l'arrêt de la centrale, ce qui a généré une baisse de 150 Mégawatts sur la chaîne de la Durance.

Pour Sylvain Miralles, CGT EDF 04, Ils ont réussi à abattre GDF, aujourd'hui, ils s'attaquent à EDF . La mise en demeure adressée par Bruxelles à la France, au mois d'octobre, a mis le feu aux poudres. EDF n'aurait plus l'autorisation de se porter candidate à la reprise d'une concession de barrages hydrauliques.

La CGT a vivement dénoncé à plusieurs reprises les coups portés au service public de l'énergie. Pourtant les barrages hydrauliques produisent 16 % de l'électricité du pays, soit la quasi-totalité de la production nationale d'énergies renouvelables.

La loi de transition énergétique prévoit la création de sociétés d'économie mixte ouvertes aux collectivités territoriales et aux entreprises privées.

Concrètement, les collectivités qui sont déjà exsangues finiront, sous la pression, par céder leurs parts au privé.

Au mois d'octobre, au moment où, le Conseil supérieur de l'énergie examinait les décrets relatifs à l'ouverture à la concurrence des concessions hydrauliques, la mise en demeure de la Commission européenne, en écartant l'entreprise publique qui exploite 80 % des ouvrages , menace directement le service public de l'énergie. La CGT dénonce les dangers d'une mise en péril de l'équilibre du réseau, d'une augmentation des prix, d'une désoptimisation, ainsi que des menaces sur le statut des personnels.

En effet, l'objectif poursuivi par Bruxelles est clair : La Commission européenne veut abattre le modèle public d'EDF, c'est une obsession. Le service public de l'énergie est attaqué de toutes parts, et cette mise en demeure s'ajoute à la fin des tarifs réglementés de l'énergie qui devrait entrer en vigueur au 1er janvier prochain.

Pour la CGT, le gouvernement, en s'employant à suivre scrupuleusement les recommandations libérales de la Commission européenne s'enferme dans une contradiction révélatrice. Car on ne peut, d'un côté, réclamer une France exemplaire à l'heure de la COP21, et sacrifier tous les outils qui participent à la réponse à construire. Aujourd'hui la pérennité de l'activité hydraulique d'EDF est menacée, et avec elle, les emplois. Les salariés et la CGT en appellent au mouvement citoyen pour que cette énergie reste publique.

Amiante :

Réuni en assemblée du contentieux, le Conseil d'Etat vient de rendre un arrêt d'une exceptionnelle gravité : il reconnaît pour la première fois le droit, pour un employeur condamné en « faute inexcusable » d'alléger sa facture, en se faisant rembourser une partie de l'indemnisation des préjudices des victimes par l'Etat.

Aujourd'hui ce sont les Constructions mécaniques de Normandie (CMN), un chantier naval responsable d'une véritable hécatombe ouvrière, qui profitent de l'aubaine. Mais demain, cet arrêt risque de faire tâche d'huile. D'autres entreprises, responsables de milliers de morts de l'amiante, voudront mettre le prix de leurs fautes à la charge des contribuables. Cet arrêt tourne le dos à la prévention. Il sera vécu comme une douloureuse provocation par les victimes et les familles endeuillées par l'amiante.

Le conseil d'Etat fait payer les contribuables !

C'est intolérable ! Les victimes de l'amiante attendent depuis bientôt 20 ans un procès pénal pour juger et sanctionner les responsables de leurs souffrances et de leurs morts. Et maintenant c'est aux contribuables qu'on va demander de mettre la main à la poche pour réduire et alléger la facture de leurs fautes ! Où est la Justice ?

Une véritable gifle pour les victimes et les familles endeuillés par la faute de l'employeur !

Interview de René Villard (CAPER 04)

Accord AGIRC ARRCO
Pour les salariés et les retraités : un accord perdant / perdant !

La CGT 04 entend poursuivre son travail d'information, d'alerte sur les conséquences d'un tel accord qui va à l'encontre des intérêts des salariés et des retraités et qui va dans le sens d'une plus grande place faite aux assureurs privés, tout en allant vers un régime unique. Ci-joint la photo d'une de nos distributions à l'Occitane.

Malgré l'émoi suscité parmi les salariés et les retraités, se confirment les reculs pour le monde du travail :

- un report de l'âge de départ en retraite d'un an,
- la disparition à partir de 2019 de l'AGFF alors qu'elle permet de financer les départs en retraite entre 62 et 67 ans
- la baisse du niveau des pensions pour toutes et tous, notamment pour les 56% de salariés qui ne sont plus en activité au moment où ils font valoir leurs droits à retraite,
- la remise en cause des droits spécifiques pour les cadres, notamment la GMP et l'incertitude sur l'avenir de leur statut,

Les signataires (CFDT, CGC, CFTC) ont confirmé leur approbation à cet accord.

Cet accord est particulièrement odieux pour les femmes qui liquident leurs droits à retraite 8 mois après les hommes, qui perçoivent des pensions amputées de 40% à l'ARRCO et 60 % à l'AGIRC par rapport aux hommes. Elles seront à nouveau les grandes perdantes de cet accord.

Transports dans les Alpes du Sud : une initiative pour peser sur l'avenir

⇨ Interview de Philippe Antoine

80 personnes ont répondu à l'invitation des UD CGT 04 et 05 et des syndicats CGT des cheminots de la ligne des Alpes, des CFP, des syndicats de l'équipement et de l'environnement, le jeudi 5 novembre 2015 à Sisteron.

Le débat s'est développé à partir de deux tables rondes. La première sur l'état des lieux et la seconde sur les perspectives d'avenir. Entretien des routes, modernisation du réseau ferroviaire, percée sous le Montgenèvre, complémentarité des modes de transport, rôle du service public, transition écologique, développement humain durable … autant de thèmes abordés lors de cette soirée.

Le lien entre infrastructures de transports, réponse aux besoins des populations, développement économique des territoires des Alpes du Sud ont été au centre des débats. Militants syndicaux, représentants de la Chambre Régionale de Commerce et d'Industrie PACA (dont son président), membres du Conseil Economique Social et Environnemental Régional, responsable régional SNCF, militants associatifs et environnementalistes ont apporté la richesse de leurs analyses et de leurs propositions. Une belle diversité, mais des points de convergence réels qui peuvent laisser envisager des interventions partagées à l'avenir.

Les débats ont cependant montré la nécessité pour les salariés, les populations, les acteurs économiques et sociaux de se mobiliser sur cette question centrale pour les Alpes du Sud que sont les Transports.
Une plaquette a été éditée à cette occasion « Rail et route dans les Alpes du Sud » reprenant les propositions portées par la CGT.
Cette plaquette vous est remise en complément de notre journal de l'Union départementale CGT des Alpes de Haute Provence.
Une prochaine réunion des organisateurs CGT fera le point à partir de l'analyse de notre initiative afin de proposer des perspectives d'actions.

Ça bouge dans l'entreprise Martin !

L'entreprise de transports Martin compte 60 salariés dont 35 sur le site d'Aiglun. L'entreprise était en redressement depuis le mois de juillet et le repreneur souhaitait fermer le site d'Aiglun.
Donc, cela signifiait 35 emplois en moins pour le bassin dignois.
Après une lutte de 15 jours et plusieurs actions des salariés, accompagnées par la CGT, le repreneur est revenu sur ses positions et maintient le site d'Aiglun. La mobilisation et la solidarité des salariés ont été très intéressantes comme tous les échanges que nous avons pu avoir avec eux.

Journée d'étude du 21 janvier sur la qualité de vie syndicale :

- A la recherche d'une meilleure efficacité -

Avec l'évolution du salariat et des collectifs de travail, le syndicat CGT est confronté à la nécessité de trouver des formes d'organisation et de fonctionnement qui concrétisent les changements qu'il souhaite impulser pour être davantage en phase avec le monde du travail.
Ces changements impliquent notamment l'amélioration de la qualité de la vie syndicale et le développement d'un syndicalisme de proximité, au plus près des syndiqué-e-s et de toute les diversités de salariés.
De nombreux salarié-e-s sont disponibles pour s'investir dans le syndicalisme de conquêtes que nous voulons porter, dès lors qu'ils puissent apprécier en direct notre démarche.

La recherche de l'amélioration de la qualité de la vie syndicale permet de réaffirmer et de préciser nos règles de vie telles que les définissent nos statuts.
Il est important d'identifier les différents éléments impactant la vie syndicale afin d'élaborer une stratégie conduisant à l'élaboration de projets visant à une amélioration qualitative.
Cette stratégie permet : d'aider les syndicats, les Unions locales, les professions à appréhender ces questions, et à aider au débat dans les directions syndicales, d'aider au débat avec les syndiqués et les salariés, et d'aider à l'élaboration de plans de travail partout où sont les salariés.

C'est dans cette démarche que l'UD CGT 04 organise une Journée d'étude sur la qualité de vie syndicale le jeudi 21 janvier 2016 de 9h30 à 16h30 à la bourse du travail de Château-Arnoux (grande salle au 1er étage), au dessus de le Poste.

Le thème de la journée est :

"De quels outils avons-nous besoin pour être plus efficace, et ouvrir des perspectives".

Avec la participation d'Alain Barthe (du Comité Régional) et Christian Giraud (de l'UD CGT 04)

Quelques uns des points qui seront abordés :
*** la communication**
*** le travail des élus et mandatés**
*** mieux travailler transversalement en réseau (COGITIEL - COGETISE)**
*** travailler en convergences et cohérence**
etc...

La double besogne, démarche fondatrice de notre syndicalisme, n'a jamais était autant d'actualité. La proximité territoriale et professionnelle est le ciment de notre réponse immédiate à la revendication, dans un contexte politique incontournable pour la compréhension de notre environnement.

Journée d'Étude :

Jeudi 21 janvier 2016
de 9H30 à 16H30
Château Arnoux (Bourse du travail)

Merci de t'inscrire le plus tôt possible
soit par courriel
(volait.cedric@orange.fr)
soit par téléphone
(06 41 68 16 44 / 06 74 59 14 52)

Ce serait bien que cette journée soit précédée dans les syndicats et les Unions Locales d'une journée de réflexion sur ce thème pour évaluer collectivement les besoins.

LA MACIF VOUS ASSURE, LE SAVIEZ-VOUS ?

Adhérez, militez : vous êtes protégés !

Être syndicaliste, aujourd'hui plus que jamais, c'est un engagement de tous les instants. C'est pourquoi, quand vous choisissez de défendre les intérêts des salariés, nous sommes à vos côtés pour soutenir et sécuriser votre action militante.

Les Organisations syndicales font confiance à la Macif depuis près de 30 ans pour assurer l'activité syndicale de leurs adhérents et militants. Pourquoi pas vous ?

Quelle que soit votre mission, des contrats existent pour faciliter votre engagement militant.
Contactez-nous : partenariat@macif.fr

MACIF

LA SOLIDARITÉ EST UNE FORCE